

### Les subsides

Le problème alors n'est pas la motivation ou la capacité des jeunes de la région de l'Atlantique ou d'ailleurs. C'est l'absence de possibilités économiques, dont il faut blâmer pour une bonne part le gouvernement fédéral et surtout sa politique de taux d'intérêt élevés. La vérité, c'est que les taux d'intérêt élevés sont un symptôme plutôt que la cause profonde du malaise. Nous sommes plongés dans une récession que le gouvernement a provoquée par quatorze années de prodigalité, l'absence de planification des ressources humaines, le refus d'investir dans la recherche et le développement, la prédominance du secteur public aux dépens des entrepreneurs privés, sa réaction timide au cartel de l'OPEP d'il y a dix ans et son inclination à diriger le pays en fonction des élections suivantes plus que des intérêts à long terme du pays. Le gouvernement ayant laissé le pays se grever de dettes aussi lourdes, faut-il s'étonner que l'inflation et les taux d'intérêt soient si élevés? Faut-il s'étonner que notre dollar soit la moins reluisante des devises du monde entier? Le gouvernement ayant préféré compter sur les exportations de nos matières premières au lieu d'essayer, par la recherche et le développement de produire des biens et services nouveaux et améliorés pour les marchés mondiaux, faut-il s'étonner que les Japonais, les Allemands, les Français et bien d'autres nous dament le pion dans le commerce international? Faut-il s'étonner du fait que presque 40 p. 100 de nos travailleurs de l'automobile sont en chômage alors qu'un seul pays menace de s'accaparer 30 p. 100 ou plus de notre marché de l'automobile.

Monsieur l'Orateur, c'est à tort que les Canadiens se sentent en sécurité parce que le gouvernement canadien leur a épargné la hausse alarmante des prix pétroliers en dépensant des milliards de dollars en subventions au lieu d'investir cet argent pour rendre le Canada autosuffisant dans le domaine de l'énergie. Faut-il s'étonner que le Programme énergétique national rende inutiles les efforts de dernière heure pour lancer des mégaprojets?

D'après le gouvernement, ce sont des forces internationales qui sont responsables du piètre état de l'économie canadienne, mais le fait est que nous, plus que tout autre pays, avons contribué à ces forces, par exemple, en étant les pires gestionnaires des ressources énergétiques non renouvelables. Depuis quatre ans, notre productivité industrielle croît à un taux qui nous place à l'avant-dernier rang parmi de tous les pays industrialisés. Indubitablement, notre pitoyable rendement dans le domaine de la recherche et du développement est un facteur important de notre médiocre productivité. Le gouvernement se contente de faire le moins possible pour que notre économie prospère, tout en dépensant des sommes folles pour la publicité visant à donner à la population l'impression qu'il fait beaucoup plus que ce n'est le cas.

Les jeunes ne sont pas fous, monsieur l'Orateur. Lorsque les temps sont durs, ils le savent. Ce sont eux qui sont le plus durement touchés par la récession et, de fait, par la dépression. Lorsque les employeurs doivent procéder à des compressions de personnel à cause des taux d'intérêt élevés ou pour quelque raison que ce soit, ils cessent habituellement d'embaucher des étudiants ou des jeunes avant de mettre des travailleurs à pied. Ils congédient habituellement les employés les plus nouveaux, donc les plus jeunes, avant ceux qui ont de l'ancienneté.

Où peut s'amorcer la relance économique, monsieur l'Orateur? La première étape consiste à se rendre compte que le

problème, et donc la solution, trouve son origine au Canada et non pas dans une économie mondiale mythique. J'ai évoqué, implicitement, tout au long de mes observations, certaines autres mesures qui s'imposent, comme l'investissement massif dans la recherche et le développement. J'espère qu'une telle mesure se traduirait par la création d'une école de vétérinaires dans les provinces de l'Atlantique, de préférence dans la mienne. Il faudrait ouvrir d'urgence un tel établissement pour renforcer la fragile assise de l'agriculture et de la pêche dans cette région.

En conclusion, monsieur l'Orateur, je tiens à préciser que le Canada doit avant tout mettre de l'ordre dans son économie. Il est dangereux de suivre une politique de taux d'intérêt élevés lorsqu'on a opté pour le monétarisme sans pour autant exercer un contrôle judicieux des dépenses gouvernementales. Je ne demande pas nécessairement une diminution des dépenses, mais plutôt des dépenses qui représentent de gros investissements dans l'avenir de notre pays, lesquels permettront de créer les emplois dont nous avons grandement besoin pour les jeunes d'aujourd'hui. Nous devons consacrer davantage à l'infrastructure économique du pays et beaucoup moins à la publicité gouvernementale, à l'expansion de certains empires bureaucratiques et au rachat et à la prise en mains par le gouvernement de certaines industries, ce qui a pour effet non pas de créer des richesses, mais de les faire fuir.

● (1750)

Les jeunes Canadiens comprennent qu'aucun gouvernement ne peut résoudre à lui seul les problèmes du pays, mais notre gouvernement plus que tout autre dans le passé est responsable d'une bonne partie des problèmes qui nous assaillent. C'est pour cette raison que nos jeunes, ainsi que leurs parents, attendent avec impatience le jour où ils pourront, grâce à leur vote, prévoir des jours meilleurs pour eux-mêmes et pour le reste du pays.

**M. Brian Tobin (secrétaire parlementaire du ministre des Pêches et des Océans):** Monsieur l'Orateur, je dois dire pour commencer que le débat d'aujourd'hui me rappelle fortement le débat d'urgence qui a eu lieu il y a quelque temps au sujet du Programme énergétique national. Selon les députés d'en face, ceux du parti progressiste conservateur, il s'agissait d'une question extrêmement urgente, mais lorsque je suis intervenu dans le cadre de ce débat, les représentants du parti conservateur étaient à peu près aussi nombreux qu'aujourd'hui. Je n'en compte que trois.

**M. Thacker:** Nous savons que vous n'avez rien à dire.

**M. Taylor:** Vous n'êtes que huit sur 150.

**M. Tobin:** J'espère qu'ainsi le public saura à quoi s'en tenir. Je rappelle aux députés d'en face qu'ils n'étaient que deux à écouter leur propre porte-parole lorsqu'il a participé à ce débat.

**M. Taylor:** Vous n'êtes que huit.

**M. Tobin:** Cela permettra au public de comprendre la motivation politique des députés d'en face, qui présentent des résolutions et exigent que la Chambre débattenne ces questions, mais qui ne sont que deux à suivre le discours de leur propre porte-parole.

**M. Taylor:** Il y en a huit de votre côté et huit du nôtre. Apprenez à compter.